

RF

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 41.885/2
DU 9 JANVIER 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Modernisation des Finances et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances, le 11 décembre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "instaurant la conciliation en matière fiscale", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Compétence

1. L'instauration de la conciliation fiscale relève des règles de procédure fixées par l'État au sens de l'article 5, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

En conséquence, une concertation avec les Régions est obligatoire ¹.

Selon les informations transmises par le délégué du ministre, le comité de concertation a pris connaissance de l'avant-projet en date du 13 décembre 2006. Aux termes du procès-verbal de la réunion du comité, les Régions "sont invitées à remettre leur point de vue sur cette problématique dans les meilleurs délais, étant entendu que l'avant-projet d'amendement de loi-programme portant des dispositions diverses non urgentes sera soumis en deuxième lecture au Conseil des ministres du 12 janvier 2007".

Pour que la concertation prévue par le législateur spécial ne soit pas dépourvue d'effet, il importe que l'autorité fédérale prenne en considération en temps utile, les points de vues qui auront été exprimés.

Si le résultat de la concertation devait amener l'autorité fédérale à revoir le texte, celui-ci devrait à nouveau être soumis à l'avis du Conseil d'État.

⁽¹⁾ Avis 36.078/VR, donné le 9 décembre 2003 sur une proposition de loi modifiant l'article 257 du Code des impôts sur les revenus 1992 afin de rendre automatique les réductions au précompte immobilier (déposée par M. J. Chabot).

2. En vertu de l'article 5, § 4, de la loi spéciale du 16 janvier 1989, précitée, les Régions sont compétentes pour fixer les règles de procédure administrative concernant les impôts visés à l'article 3 à compter de l'année budgétaire à partir de laquelle elles assurent le service des impôts.

Or, en ce qui concerne le précompte immobilier en Région flamande, c'est désormais le Gouvernement flamand qui assure le service dudit impôt.

Le délégué du ministre a confirmé que "la disposition «conciliateur fiscal» ne trouve donc pas à s'appliquer en ce qui concerne le précompte immobilier pour la Région flamande".

L'explication mériterait d'être reprise dans l'exposé des motifs, d'autant qu'elle vaudra à l'avenir pour les autres impôts dont le service serait assuré par les Régions.

Fondement juridique

Observations générales

1. L'avant-projet est la reproduction littérale du projet d'amendement du Gouvernement à l'avant-projet de loi-programme sur lequel le Conseil d'État avait donné, dans un délai de cinq jours ouvrables, l'avis 41.786/2 ².

L'avant-projet tend à instaurer, au sein du Service Public Fédéral Finances, un service supplémentaire dénommé "conciliateur fiscal" qui a pour objet d'examiner "les demandes de conciliation dont il est saisi" par des contribuables, "en toute objectivité, impartialité et en toute indépendance et dans le respect de la loi". "Il tend à" (il faut lire, d'après la version néerlandaise : s'efforce de) "concilier les points de vue des parties et leur adresse un rapport de conciliation".

⁽²⁾ Avis 41.786/2, donné le 4 décembre 2006 sur un amendement du Gouvernement sur un avant-projet de loi-programme - Titre ... : Finances; Chapitre 5 : Conciliateur fiscal.

L'avant-projet prévoit que les dirigeants du service de conciliation fiscale seront nommés par le Roi "après avis du comité de direction" (du Service public fédéral Finances).

D'après l'avis de l'inspecteur des finances, qui relate les informations qu'il a reçues, il est envisagé de recruter les membres du Service de conciliation au sein de l'administration des Finances.

Dans ces conditions, le Conseil d'État n'aperçoit pas ce qui permet de décréter que ce service fera preuve d'une totale objectivité, impartialité et indépendance, comme l'annonce l'article 2 de l'avant-projet : ces qualités ne se décrètent pas mais dépendent de l'organisation du statut des personnes auxquelles la tâche est confiée.

Lorsque le législateur, par la loi du 22 mars 1995, a institué les médiateurs fédéraux, avec notamment pour mission de s'efforcer "de concilier les points de vue du réclamant et des services " des autorités administratives fédérales, il a pris soin de faire nommer les médiateurs, non par le Gouvernement, mais par la Chambre des représentants, pour une période déterminée renouvelable (article 3 de la loi), de leur faire prêter serment (article 4) et de rendre la fonction incompatible, notamment, avec tout emploi rémunéré dans les services publics (article 5, alinéa 1^{er}, 5^e).

Il ne se conçoit pas de confier une mission de conciliation entre l'administration fiscale et le contribuable à un service de l'administration fiscale elle-même : pour la solution d'un différend, on ne peut être à la fois juge et partie; de même, on ne peut être à la fois conciliateur et partie.

2. On peut d'ailleurs se demander si la mission de conciliation que l'avant-projet tend à instituer au sein du ministère des Finances ne serait pas mieux remplie par les médiateurs fédéraux institués par la loi du 22 mars 1995 et dont la compétence est expressément réservée par l'article 2, § 4, de l'avant-projet.

À cet égard, l'exposé des motifs justifie la création de ce nouveau service, en dépit de l'existence des médiateurs fédéraux, par "la complexité sans cesse croissante de la législation fiscale et la nécessité d'obtenir l'adhésion des contribuables au prélèvement dont ils font l'objet".

À supposer que ce dernier objectif entre dans le domaine du possible, il pourrait être atteint par l'intervention des médiateurs fédéraux, au prix éventuellement de certains aménagements de la loi du 22 mars 1995.

Observations particulières

Si l'avant-projet est maintenu en dépit des objections fondamentales qui précèdent, il appelle les observations particulières suivantes.

1. L'exposé des motifs est fort obscur sur la mission du conciliateur fiscal : celle-ci "n'est pas d'interpréter la loi ou de sanctionner l'interprétation donnée par l'administration dans ses circulaires et instructions. Seul le juge peut le faire. Dans son rapport de conciliation, le conciliateur fiscal ne pourra, à cet égard, que constater les points (de vue) divergents des parties".

Si la divergence porte sur l'interprétation de la loi, d'après l'exposé des motifs, le rôle du conciliateur fiscal se bornerait à constater les points de vue divergents des parties. L'intervention d'un conciliateur fiscal ne paraît pas nécessaire à cet effet.

Il serait souhaitable que l'exposé des motifs donne des exemples de cas dans lesquels le rôle du conciliateur fiscal pourrait être utile. Est-ce seulement lorsque le différend porte sur une question de fait (par exemple, en matière d'impôts sur les revenus, le caractère professionnel d'une dépense) ?

2. Le chapitre II de l'avant-projet contient des dispositions générales relatives à la compétence et à l'organisation du service "conciliateur fiscal" (il serait préférable de dénommer ce service "service de conciliation fiscale").

.../...

Les chapitres III et suivants introduisent dans les différents codes fiscaux et dans la loi générale sur les douanes et accises des dispositions nouvelles concernant les demandes de conciliation auprès du "conciliateur fiscal", lequel n'est pas autrement défini dans ces dispositions. Il faudrait à tout le moins préciser dans ces dispositions qu'il s'agit du service institué par la loi du ...

Une autre méthode consisterait à ne pas introduire les dispositions relatives aux demandes de conciliation fiscale dans les différents codes fiscaux et dans la loi générale sur les douanes et accises et à régler entièrement cette matière par une loi particulière.

3. Si l'on s'en tient à la méthode suivie par l'avant-projet, il n'y a pas lieu d'introduire dans chacun des codes fiscaux et dans la loi générale sur les douanes et accises la disposition selon laquelle "l'article 1385*undecies* du Code judiciaire n'est pas applicable aux demandes de conciliation" : cette disposition est superflue car il est évident que la demande de conciliation ne constitue pas un recours administratif organisé au sens de cet article.

Les articles 5, 12, 14, 16 et 18 de l'avant-projet doivent donc être omis.

4. L'article 3 de l'avant-projet insère dans le Code de la TVA un article 85*ter* qui définit les différentes hypothèses dans lesquelles l'assujetti peut faire appel au service de conciliation fiscale en cas de différend ne concernant pas le recouvrement.

Or, cet article se situe parmi les dispositions relatives au recouvrement de la TVA.

Il devrait au contraire suivre immédiatement l'article 84 qui dispose :

"La solution des difficultés qui peuvent s'élever relativement à la perception de la taxe avant l'introduction des instances appartient au ministre des Finances. Le ministre des Finances conclut des transactions avec les redevables pourvu qu'elles n'impliquent pas exemption ou modération d'impôt".

C'est là que s'insère l'article 85^{ter} en projet qui dispose :

"En cas de désaccord persistant relatif à la taxation porté devant le ministre des Finances ou le fonctionnaire délégué par lui, le redevable de la taxe peut introduire une demande de conciliation auprès du conciliateur fiscal".

Il est à noter que l'article 84 soumet la solution des difficultés au Ministre des Finances (et non à un fonctionnaire délégué par lui).

Ainsi, l'avant-projet introduit dans la solution des difficultés un conciliateur, qui est un fonctionnaire du Service Public Fédéral Finances, entre le ministre et l'assujetti qui a fait appel au ministre pour résoudre la difficulté.

En réalité, l'article 84 du Code donne déjà au ministre un rôle éventuel de conciliation avec lequel l'intervention du conciliateur fiscal ne peut que faire double emploi.

Toute la disposition doit être omise.

5. En revanche, l'article 4 peut être maintenu, l'article 85^{quater} en projet devenant l'article 85^{ter}.

6. L'article 6 introduit dans le Code des impôts sur les revenus un nouvel article 376^{quinquies} qui est inséré après les dispositions relatives à la réclamation.

L'avant-projet prévoit ainsi qu'il ne peut être fait appel au conciliateur fiscal en ce qui concerne le montant de l'impôt qu'après l'introduction de la réclamation auprès du directeur des contributions.

.../...

À ce stade, il ne paraît pas y avoir matière à conciliation entre des positions opposées, puisque le directeur n'a pas encore pris position.

Si le conciliateur peut jouer un rôle utile, ce ne peut être qu'avant l'enrôlement de l'impôt, après la décision de taxation prévue à l'article 346, dernier alinéa, du CIR : c'est à ce moment que se concrétise le différend entre le contribuable qui a répondu à l'avis de rectification et le fonctionnaire taxateur qui maintient sa décision.

7. Dans l'ensemble du texte, il y lieu de remplacer les termes "Code des taxes assimilées au timbre" par les termes "Code des droits et taxes divers" et de tenir compte de l'abrogation du Code des droits de timbre ³.

8. Les articles 11, 2°, 13, 2° et 17, 2° qui insèrent de nouveaux alinéas respectivement dans l'article 219 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, dans l'article 141 du Code des droits de succession et dans l'article 202-4 du Code des taxes assimilées au timbre (lire : Code des droits et taxes divers) appellent les mêmes observations que celles faites au sujet de l'article 3 en matière de TVA.

⁽³⁾ Voir la loi du 19 décembre 2006 transformant le Code des taxes assimilées au timbre en Code des droits et taxes divers, abrogeant le Code des droits de timbre et portant diverses autres modifications législatives entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	J. KIRKPATRICK,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.885/2
VAN 9 JANUARI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 11 december 2006 door de Staatssecretaris voor de Modernisering van de Financiën en de Strijd tegen de fiscale fraude toegevoegd aan de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot invoering van bemiddeling op fiscaal gebied", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Bevoegdheid

1. De invoering van fiscale bemiddeling valt onder de procedureregels vastgesteld door de Staat in de zin van artikel 5, § 3, eerste lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Overleg met de gewesten is bijgevolg verplicht ¹.

Volgens de informatie overgezonden door de gemachtigde van de minister heeft het overlegcomité op 13 december 2006 kennisgenomen van het voorontwerp. Luidens de notulen van de vergadering van het comité worden de gewesten verzocht hun standpunt over deze kwestie zo snel mogelijk mee te delen, met dien verstande dat het voorontwerp van amendement op de programmawet houdende diverse niet-dringende bepalingen op 12 januari 2007 ter tweede lezing aan de Ministerraad wordt voorgelegd.

Opdat het overleg waarin de bijzondere wetgever heeft voorzien ook zin heeft, dient de federale overheid de standpunten die uiteengezet zullen zijn tijdig in aanmerking te nemen.

⁽¹⁾ Advies 36.078/VR, gegeven op 9 december 2003 over een voorstel van wet tot wijziging van artikel 257 van het Wetboek van de inkomsten-belastingen 1992, teneinde de verminderingen van de onroerende voorheffing automatisch te maken (ingediend door de heer J. Chabot).

Indien het resultaat van het overleg de federale overheid ertoe zou brengen de tekst te herzien, moet deze opnieuw voor advies aan de Raad van State worden voorgelegd.

2. Krachtens artikel 5, § 4, van de voornoemde bijzondere wet van 16 januari 1989 zijn de gewesten bevoegd voor de vaststelling van de administratieve-procedureregels met betrekking tot de in artikel 3 bedoelde belastingen met ingang van het begrotingsjaar vanaf hetwelk zij de dienst van de belastingen verzorgen.

Wat de onroerende voorheffing in het Vlaams Gewest betreft, wordt de dienst van die belasting voortaan verzorgd door de Vlaamse Regering.

De gemachtigde van de minister heeft bevestigd dat "de bepaling omtrent «de fiscaal bemiddelaar» dus niet van toepassing is op de onroerende voorheffing voor het Vlaams Gewest."

Die uitleg dient in de memorie van toelichting te worden opgenomen, ter meer daar ze in de toekomst ook zal gelden voor de andere belastingen waarvan de dienst verzorgd zal worden door de gewesten.

Rechtsgrond

Algemene opmerkingen

1. Het voorontwerp is de letterlijke overname van het ontwerp van amendement van de Regering op het voorontwerp van programmawet waarover de Raad van State binnen een termijn van vijf werkdagen advies 41.786/2 had uitgebracht ².

⁽²⁾ Advies 41.786/2, gegeven op 4 december 2006 over een amendement van de Regering bij een voorontwerp van de programmawet - Titel ... : Financiën; Hoofdstuk 5 : Fiscaal bemiddelaar.

Het voorontwerp beoogt binnen de Federale Overheidsdienst Financiën een aanvullende dienst in te stellen onder de benaming "fiscaal bemiddelaar", die ertoe strekt "de aanvragen tot bemiddeling" die hem door belastingplichtigen "worden voorgelegd" te onderzoeken "in alle objectiviteit, onpartijdigheid en onafhankelijkheid en met inachtneming van de wet" en "ernaar (streeft) de standpunten van de partijen te verzoenen en (...) hen een bemiddelingsverslag (zendt)."

In het voorontwerp wordt bepaald dat de bestuurders van de dienst Fiscale Bemiddeling door de Koning benoemd worden "na advies van het directiecomité" (van de Federale Overheidsdienst Financiën).

Volgens de inspecteur van financiën, die de informatie die hij gekregen heeft meedeelt, is het de bedoeling de leden van de dienst Bemiddeling te werven binnen het departement van Financiën.

In die omstandigheden is het de Raad van State niet duidelijk op basis waarvan uitgevaardigd kan worden dat die dienst blijk moet geven van volstrekte objectiviteit, onpartijdigheid en onafhankelijkheid, zoals voorgeschreven in artikel 2 van het voorontwerp : die eigenschappen kunnen niet worden opgelegd, maar hangen af van de manier van regeling van de status van de personen aan wie de taak wordt toevertrouwd.

Wanneer de wetgever bij de wet van 22 maart 1995 federale ombudsmannen heeft ingesteld, met onder meer als taak te trachten "de standpunten van de klager en de (...) diensten (van de federale administratieve overheden) te verzoenen", heeft hij ervoor gezorgd dat de ombudsmannen niet door de Regering, maar door de Kamer van volksvertegenwoordigers worden benoemd voor een welbepaalde vernieuwbare termijn (artikel 3 van de wet), dat ze een eed afleggen (artikel 4) en dat hun ambt niet verenigbaar is met onder meer een bezoldigde betrekking in de openbare diensten (artikel 5, eerste lid, 5°).

Een opdracht van bemiddeling tussen de belastingadministratie en de belastingplichtige toevertrouwen aan een dienst van de belastingadministratie zelf is ondenkbaar : voor de oplossing van een geschil mag men niet gelijktijdig rechter en partij zijn; zo ook kan iemand niet tegelijkertijd bemiddelaar en partij zijn.

2. De vraag rijst overigens of de bemiddelingsopdracht die bij het voorontwerp binnen het Ministerie van Financiën wordt ingesteld niet beter vervuld zou worden door de federale ombudsmannen, een dienst ingesteld bij de wet van 22 maart 1995, aan wie uitdrukkelijk bevoegdheid wordt toegedacht in artikel 2, § 4, van het voorontwerp.

Wat dat betreft wordt het oprichten van die nieuwe dienst, ondanks het bestaan van de federale ombudsmannen in de memorie van toelichting gewettigd door "de voortdurend groeiende complexiteit van de fiscale wetgeving en (...) de noodzaak om de belastingplichtigen akkoord te laten gaan met de heffingen waaraan ze onderworpen zijn".

Gesteld dat laatstgenoemde doelstelling binnen de grenzen van het mogelijke ligt, zou deze bereikt kunnen worden door een beroep te doen op de federale ombudsmannen, waarbij de wet van 22 maart 1995 eventueel aangepast zal moeten worden.

Bijzondere opmerkingen

Mocht het voorontwerp ondanks de fundamentele bezwaren die voorafgaan gehandhaafd worden, geeft het aanleiding tot de volgende bijzondere opmerkingen.

1. De memorie van toelichting blijft erg vaag over de taak van de fiscaal bemiddelaar. Deze "is niet het interpreteren van de wet of het oordelen over de interpretatie gegeven door de administratie in haar circulaires en instructies. Enkel de rechter kan het doen. In zijn bemiddelingsverslag, kan de fiscaal bemiddelaar bijgevolg enkel de divergerende standpunten vaststellen."

Indien het verschil van mening betrekking heeft op de interpretatie van de wet, blijft de rol van de fiscaal bemiddelaar, volgens de memorie van toelichting beperkt tot het vaststellen van de divergerende standpunten van de partijen. Het optreden van een fiscaal bemiddelaar lijkt in dat verband niet noodzakelijk.

In de memorie van toelichting zouden voorbeelden gegeven moeten worden van gevallen waarin de rol van de fiscaal bemiddelaar nuttig zou kunnen zijn. Is dat enkel het geval wanneer het geschil betrekking heeft op een feitelijke kwestie (bijvoorbeeld inzake inkomstenbelastingen, het beroepsmatig karakter van een uitgave) ?

2. Hoofdstuk II van het voorontwerp bevat algemene bepalingen over de bevoegdheid en de organisatie van de dienst "fiscaal bemiddelaar" (deze dienst zou beter "dienst voor fiscale bemiddeling" genoemd worden).

De hoofdstukken III en volgende voegen in de verschillende fiscale wetboeken en in de algemene wet inzake douane en accijnzen nieuwe bepalingen in omtrent aanvragen tot bemiddeling bij de "fiscaal bemiddelaar", die in die bepalingen niet nader omschreven wordt. In die bepalingen zou op zijn minst moeten worden gepreciseerd dat het gaat om de dienst ingesteld bij de wet van ...

Een andere methode zou erin bestaan de bepalingen betreffende de aanvragen tot fiscale bemiddeling niet op te nemen in de verschillende fiscale wetboeken en in de algemene wet inzake douane en accijnzen, doch die aangelegenheid in haar geheel te regelen in een bijzondere wet.

3. Blijft men bij de methode uit het voorontwerp, dan is er geen reden om in elk van de fiscale wetboeken en in de algemene wet inzake douane en accijnzen de bepaling in te voegen dat "artikel 1385^{undecies} van het Gerechtelijk wetboek (...) niet van toepassing (is) op (...) aanvragen tot bemiddeling" : deze bepaling is overbodig daar het geen betoog hoeft dat de aanvraag tot bemiddeling geen administratief beroep is dat georganiseerd wordt in de zin van dat artikel.

De artikelen 5, 12, 14, 16 en 18 van het voorontwerp dienen dus te vervallen.

4. Artikel 3 van het voorontwerp voegt in het BTW-wetboek een artikel 85^{ter} in waarin de verschillende gevallen beschreven worden waarin de belastingplichtige een beroep kan doen op de dienst voor fiscale bemiddeling in geval van een geschil, dat geen verband houdt met invordering.

Dit artikel bevindt zich echter tussen de bepalingen betreffende de invordering van de BTW.

Het zou daarentegen onmiddellijk moeten volgen op artikel 84, dat luidt als volgt :

Moeilijkheden inzake de heffing van de belasting die vóór het inleiden van een rechtsgeding ontstaan, worden opgelost door de Minister van Financiën. De Minister van Financiën treft met de belastingschuldigen dadingen, voor zover deze niet leiden tot vrijstelling of vermindering van belasting."

Daar wordt het ontworpen artikel 85^{ter} ingevoegd, dat luidt als volgt :

"In geval een blijvend meningsverschil over de taxatie gebracht wordt voor de Minister van Financiën of de door hem gedelegeerde ambtenaar, kan de schuldenaar van de belasting een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscaal bemiddelaar."

Op te merken valt dat artikel 84 de oplossing van moeilijkheden aan de Minister van Financiën toevertrouwt (en niet aan een door hem gemachtigde ambtenaar).

Aldus schuift het voorontwerp voor de oplossing van moeilijkheden een bemiddelaar, die een ambtenaar is van de Federale Overheidsdienst Financiën, in tussen de Minister en de belastingplichtige die een beroep doet op de Minister om de moeilijkheid op te lossen.

In feite wordt in artikel 84 van het Wetboek aan de Minister reeds een eventuele bemiddelingsrol toebedeeld, ten aanzien waarvan het optreden van de fiscaal bemiddelaar alleen een overlapping kan zijn.

De bepaling in haar geheel dient te vervallen.

.../...

5. Artikel 4 daarentegen kan behouden blijven, met dien verstande dat het ontworpen artikel 85^{quater} artikel 85^{ter} wordt.

6. Artikel 6 voegt in het Wetboek van de inkomstenbelastingen een nieuw artikel 376^{quinquies}, in dat volgt op de bepalingen betreffende het bezwaarschrift.

In het voorontwerp wordt aldus bepaald dat er geen beroep kan worden gedaan op de fiscaal bemiddelaar wat betreft het bedrag van de belasting, dan nadat er een bezwaarschrift is ingediend bij de directeur der belastingen.

In die fase lijkt er nog geen reden tot bemiddeling tussen tegengestelde meningen, aangezien de directeur nog geen stelling genomen heeft.

De bemiddelaar kan een nuttige rol spelen, maar alleen vóór de inkohiering van de belasting, na de beslissing tot aanslag in de belasting genoemd in artikel 346, laatste lid, van het WIB : op dat ogenblik is het dat het geschil tussen de belastingplichtige die geantwoord heeft op het bericht van wijziging en de belastingambtenaar die zijn beslissing handhaaft, concrete vorm aanneemt.

7. In heel de tekst dienen de woorden "Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen" vervangen te worden door de woorden "Wetboek diverse rechten en taksen" en behoort rekening te worden gehouden met de opheffing van het Wetboek der Zegelrechten³.

⁽³⁾ Zie de wet van 19 december 2006 tot omvorming van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen tot het Wetboek diverse rechten en taksen, tot opheffing van het Wetboek der zegelrechten en houdende verscheidene andere wetswijzigingen, die in werking getreden is op 1 januari 2007.

8. De artikelen 11, 2°, 13, 2° en 17,2° die nieuwe leden invoegen in respectievelijk artikel 219 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, in artikel 141 van het Wetboek der successierechten en in artikel 202-4 van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen (lees : Wetboek diverse rechten en taksen), geven aanleiding tot dezelfde opmerkingen als die welke gemaakt zijn over artikel 3 inzake de BTW.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	J. KIRKPATRICK,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS